



HAL
open science

Du conflit ouvert à une concertation “ exemplaire ” : savoirs citoyens au service du collectif.

Agnès Deboulet, Khedidja Mamou

► To cite this version:

Agnès Deboulet, Khedidja Mamou. Du conflit ouvert à une concertation “ exemplaire ” : savoirs citoyens au service du collectif. : La Coudraie, Poissy. Deboulet Agnès ; Nez Héloïse. Savoirs citoyens et démocratie urbaine, 2013, 978-2-7535-2245-9. halshs-01247374

HAL Id: halshs-01247374

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01247374>

Submitted on 24 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du conflit ouvert à une concertation « exemplaire » : savoirs citoyens au service du collectif. La Coudraie, Poissy

Agnès Deboulet et Khedidja Mamou

Lors de la signature solennelle de la convention Anru (Agence nationale de la rénovation urbaine) de la Coudraie le 19 Juillet 2011 dans la salle des mariages de la mairie de Poissy, le représentant de l'Agence au plan départemental indique qu'une « intense mobilisation » et des « objectifs en convergence » entre les différents acteurs ont permis la réalisation de ce projet de 100 millions d'euros. Le sous-préfet des Yvelines, reprenant ce que plusieurs autres acteurs institutionnels ont énoncé ce jour-là, souligne l'une des clés du succès de ce projet basé sur le choix de la mixité sociale : « tout le mal que je souhaite, c'est que la Coudraie redevienne un quartier banal ».

À lire cette synthèse finale, on pourrait aisément imaginer la signature d'une convention sans que les résidents du quartier concernés ne soient présents, mais la Coudraie fait figure d'exception dans le paysage français de la rénovation urbaine. Sous les satisfécits des opérateurs en faveur de la « banalisation » d'un grand ensemble très marqué par la dégradation sociale et urbaine¹, cette cérémonie souligne le caractère innovant d'une des seules conventions issues d'une véritable concertation en amont.

Ce cas d'étude est emblématique d'une situation européenne où les canons de la concertation « pure et parfaite » sont réservés à des publics cultivés ou aux classes moyennes², autour d'enjeux n'induisant pas de mise en question radicale des arbitrages municipaux ou territoriaux. La situation étudiée est précisément celle d'une *concertation concédée* issue d'un conflit urbain majeur sur la longue durée (six ans). C'est donc la relation dialectique entre conflit et savoirs citoyens qui sera ici examinée. Nous mettrons particulièrement en tension la relation entre savoirs citoyens et compétences citadines et citoyennes des protagonistes de cette rénovation urbaine concertée. Nous verrons que les savoirs citoyens sont des productions collectives avant tout issues de la filiation des mobilisations, à la différence des savoirs d'usage qui, avec la la normalisation des processus participatifs autour des enjeux urbains, tendent à être dévolus d'emblée aux habitants. Les compétences peuvent quant à elle être comprises comme les capacités à se saisir d'une

¹ Ce quartier situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Paris, accueillant principalement des ouvriers de l'usine Talbot et leurs descendants, a vu sa population passer de 600 familles à 109 en à peine 8 ans.

² Blondiaux Loïc, 2008, *Les experts et les citoyens*, Paris, Seuil. Voir aussi Berger, Mathieu, dans cet ouvrage.

situation (notamment en s'efforçant d'entrer et de rester dans l'échange), à juger de ce qui est juste et à porter ce jugement en public³. Elles visent en somme à devenir audibles lorsqu'on apparaît aux yeux de tous comme dénués de parole⁴. Savoirs et compétences se complètent : les premiers mesurent à un étalon mesurable –un stock de connaissances spécialisées- tandis que les compétences relèvent de l'habilité à mettre les savoirs en jeu ou pour faire valoir malgré tout une qualité et une reconnaissance.

Mais qu'en est-il de la dimension collective de ces compétences ? Comment s'articulent-elles à des apprentissages des modes de négociation spécifiques au projet urbain ? Nous considérons que des compétences citoyennes peuvent relever des savoirs citoyens lorsque la question de la représentation et de l'interlocution avec des décideurs –élus ou représentants de l'État – forme la base de l'engagement. Cette acquisition de savoirs citoyens passe par la position et la représentation de soi (ou du groupe), la montée en compétence (autour d'un rassemblement de savoirs techniques, semi-professionnels, ou d'arguments et de preuves), ainsi qu'une traduction sociale⁵ de ceux-ci dans une arène publique légitimée par les institutions politiques. Ces compétences citoyennes doivent aussi véhiculer, au sein du groupe mobilisé, des dispositions à convoquer le référent de la citoyenneté pour justifier une contestation au nom du bien commun.

La Coudraie à Poissy est, à tous ces égards, emblématique d'une volonté affichée des résidents de faire valoir différents types de savoirs : des savoirs d'usage, mais aussi des « savoir-négocier », en mettant constamment en avant la dimension collective de ces savoirs et leur « localisation » dans la longue durée et dans une double inscription territoriale et médiatique capable de jouer à plusieurs échelles : locale, municipale et régionale, voire nationale dans les phases de médiatisation les plus intenses.

Les résidents de la Coudraie sont les premiers à refuser la démolition totale, dès le démarrage du programme national de rénovation urbaine. Après sept ans de mobilisations continues, le collectif des habitants est passé par des étapes radicalement différentes de mobilisation : d'un conflit urbain majeur, où le quartier était devenu « la bête noire » des décideurs (à partir du moment où la lutte a dépassé les frontières du territoire local)⁶, à une étape d'apprivoisement et de négociation tendue en 2007, puis à une phase de coopération

³ Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. ,2000, *Les compétences des citoyens dans le monde arabe*. Karthala.

⁴ Boullier D., « Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouïs », 2009 in Carrel, Neveu (dir), *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville.*, pp. 21-37

⁵ Passant par des compétences collectives à s'organiser et à organiser un discours.

⁶ Giroud Matthieu, 2005, « "Résister en habitant" : les luttes dans les quartiers populaires à l'épreuve du renouvellement urbain », *Contretemps*, n° 13, pp. 49-58

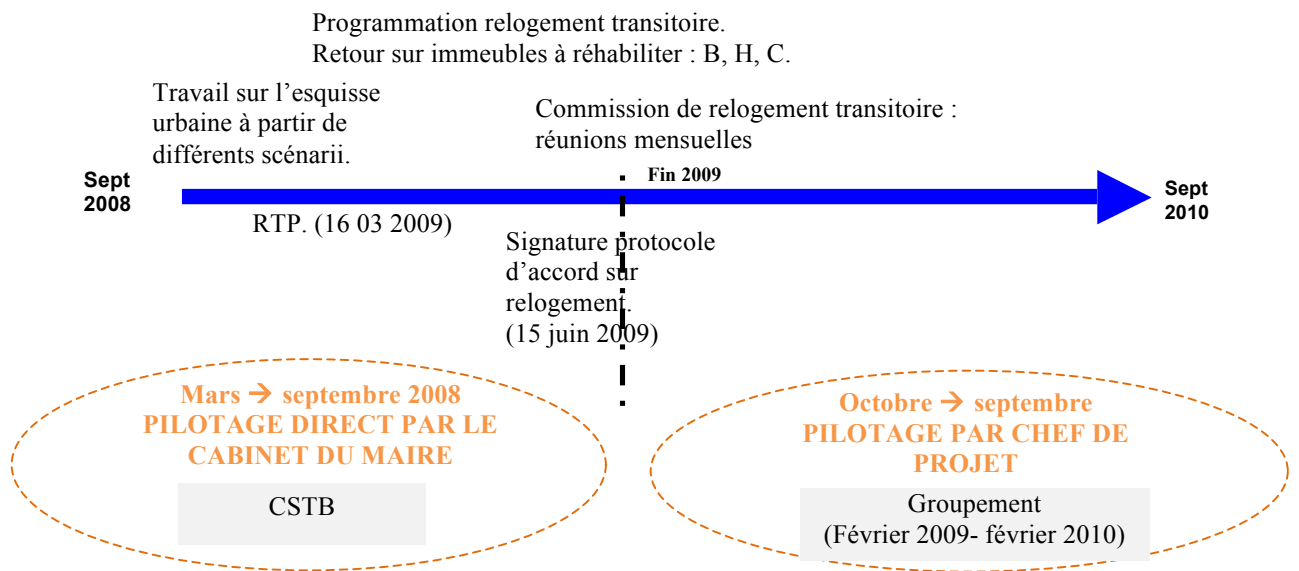
avec la nouvelle municipalité à partir de 2008.

Il n'est pas possible de retracer ici la formation et la consolidation de ces savoirs citoyens au long de ces différentes périodes, aussi riche en rebondissements et en modalités d'actions qu'en intervenants. Aussi nous nous situons au point de rupture de 2008⁷, qui coïncide avec un retournement électoral donnant raison aux revendications ininterrompues des résidents demeurant dans cette cité largement désertée : mairie, bailleur social et habitants (pour reprendre les dénominations locales) s'acheminent désormais l'ensemble vers la production de l'une des premières rénovation urbaine concertée⁸, en produisant les éléments cadres pour satisfaire aux demandes de l'Anru avant acceptation d'un projet. D'ennemis, les protagonistes deviennent ainsi partenaires.

Ce cas de figure d'une coopération issue d'une mobilisation, dans un grand ensemble, est encore peu documenté dans l'histoire des luttes urbaines. Il sera ici question des modalités de production de savoirs citoyens, tel qu'ils sont perçus par l'ensemble des parties et élaborés collectivement par les « habitants », leurs représentants et leurs soutiens. Encore faut-il regarder précisément comment ils se sont ancrés dans la durée et se sont transformés dans les pratiques collectives ainsi que dans les représentations mutuelles de la coopération.

⁷ Cet article tire parti de plusieurs étapes d'observation. Entre 2004 et 2008, elle a été suivie par A. Deboulet (assistance aux réunions internes du collectif, suivi de la coordination anti-démolition). Des travaux réalisés avec des étudiants de l'Ensa-Paris la Villette à partir de 2005 (avec V. Dufoix et J. F. Tribillon) ont permis d'ancrer plus fortement cette recherche, comme « partie prenante ». R. Hoddé et K. Mamou (qui en fait un des terrains de sa thèse) se sont ensuite joints à la recherche dans le cadre d'un programme Picri de la Région Ile-de-France. De 2008 à 2011, nous avons assisté à 43 réunions de concertation et à une partie des réunions du collectif (avec le relai d'étudiants de Master, W. Bodelet et G. Gauthier).

⁸ Il faudrait aussi signaler le cas de la Duchère, en région Lyonnaise.



Phasage de la concertation : travail préparatoire poursuivi par l'équipe dédiée de la mairie à partir de l'acceptation du projet par l'Anru en 2009.

En orange : les instances de pilotage avec leurs bureaux d'études respectifs.

Tensions entre politisation et technicisation du débat

La dimension incantatoire des savoirs d'usage, passés dans le langage de la plupart des habitants familiers des dispositifs de projet urbain s'incarne, à Poissy en particulier, autour de la définition – à côté de la municipalité, de l'Anru et du bailleur – d'un tiers-acteur habitant, qui serait détenteur d'une « maîtrise d'usage ». Conscients du risque d'être cantonnés à leur seule « compétence d'usage », largement vantée par l'ensemble des élus et techniciens, les résidents investis dans la concertation négociée de la Coudraie souhaitent, en revanche, avant tout prendre part au débat et être connus comme « force de propositions »⁹. La détention d'un savoir d'usage ne serait donc pas, à leurs yeux, le seul élément distinctif de la capacité d'entrer en action des résidents et de leurs soutiens.

Les savoirs citoyens se construisent en relation à des épreuves urbaines¹⁰, ce qui ne les empêche pas d'être éminemment relationnels. Ils reflètent avant tout la confrontation aux autres. Du fait de la mobilisation, surgissent des points faibles de l'argumentation, de la

⁹ Expression utilisée fréquemment par le représentant des habitants au cours des négociations collectives

¹⁰ Voir les travaux de la sociologie pragmatiste et les développements récents autour d'une approche ethnographique pluraliste attentive aux développements et modalités de production du politique entre civilité et citoyenneté et notamment M. Berger, D. Cefaï, C. Gayet-Viaud, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, coll. "Action Publique" 2011

capacité à s'opposer et à se faire comprendre. Sont également mises à jour des compétences comme celle de continuer à négocier sans faire pour autant échouer la concertation, dont le cadre suppose ici une relation apaisée. Réduite à la relation avec les institutions et inter-institutionnelle, la concertation privilégie une vision techniciste des habitants – « les habitants experts » – comme se plaisent à le répéter certains urbanistes passés dans le quartier, en gommant l'aspect revendicatif. Parce que les habitants seraient dorénavant associés au processus, ils n'auraient plus de revendications non satisfaites ou d'inquiétudes à nourrir.

Ainsi les savoirs citoyens apparaissent-ils comme l'expression de la double volonté et capacité des habitants à associer une finalité d'intérêt général (améliorer le quartier, prouver qu'une rénovation urbaine concertée est possible) et à maintenir le cap de revendications qui débordent du champ circonscrit par les décideurs. Ils s'élaborent en tant que « savoir-faire du politique », en associant les sphères semi-collective et privée et la dimension publique de la négociation. Le collectif se fait ainsi régulièrement le porte-parole de familles en difficulté (familiale, économique, statutaire) que le bailleur doit aider et ce, dans les réunions autour du projet d'ensemble en affirmant que « *personne ne restera en dehors du projet de rénovation urbaine* » ou encore que les habitants ne se décideront que « *quand tout le monde sera relogé !* »¹¹

Ces savoirs passent par un savoir de l'écoute et de la prise de parole, dans une posture de flexibilité, affirmant, en continu, un « consensus fort »¹². En prévision des « réunions de négociation », les habitants travaillent à formaliser un accord en interne tout en restant à l'écoute des arguments des autres partenaires du projet¹³. Cette mobilisation longue tient en grande partie à la constance et la durée des échanges : « une vitrine de dialogue, d'échanges et de partage »¹⁴ ainsi qu'à un engagement dans un « dispositif en marchant »¹⁵. Il s'agit, pour chacun, de se percevoir comme un être « apprenant, capable de remodeler sans cesse ses savoirs »¹⁶ au contact de celui des autres.

¹¹ Le représentant du collectif des habitants. Deux extraits de la réunion de concertation autour de la maquette, 18 janvier 2011.

¹² Remarque du sous-préfet en comité de pilotage qui demande aux autorités de dégager un « consensus fort, pas mou ».

¹³ Depuis cinq ans, les résidents se réunissent tous les mardis pour préparer les réunions de concertation. Avant 2008, ces réunions étaient le lieu d'élaboration principal de la lutte urbaine, aujourd'hui elles constituent surtout le temps et le lieu où ils décident de leurs propres stratégies.

¹⁴ Représentant collectif habitants, réunion publique, presse, 1^{er} juillet 2010.

¹⁵ Architecte, réunion du 11 septembre 2008.

¹⁶ Martins E. 1994 in Farinaz Fassa, « La nouvelle anthropologie des sciences et des techniques face à la « société de l'information » et son savoir », *Revue européenne des sciences sociales* [Online], XL-124 | 2002, Online since 01 December 2009.

Cette concertation négociée dans la durée s'ancre sur une formalisation des engagements : poser ou imposer les garanties. Les habitants montrent qu'ils tiennent leurs propres engagements et que cela nécessite la réciproque. Ainsi, à la suite des nombreux retours en arrière, notamment de la part du bailleur, sur les grandes décisions programmatiques (démolitions et réhabilitations), les représentants des habitants demandent à avoir accès aux présentations *Powerpoint* lors des réunions, et exigent que soient établis des compte rendus ou *a minima* des relevés de décisions. L'objectif principal est la trace comme garantie, plus que l'engagement verbal, du respect des décisions collégalement prises et d'une parole relayée par les représentants à l'ensemble des habitants qui ne risquerait aucune contradiction « institutionnelle ». Comme le répète le représentant du collectif : « *16 réunions de concertation, mais si on n'a pas les compte rendus, si on n'a pas les documents de travail, comment veux-tu qu'on puisse en discuter, qu'on puisse faire un retour ?* »¹⁷. Le représentant du collectif est celui qui rappelle aux partenaires institutionnels leurs promesses en ressortant propos tenus et dates. Ce qui importe dans cette démonstration, c'est de montrer qu'il y a une vigilance citoyenne aux engagements en interne et en externe¹⁸.

Le support de cet engagement permet, dans la concertation, de faire valoir la conscience et l'exercice de leurs droits vis-à-vis des tiers et du groupe habitant. Ils renvoient à l'histoire de la mobilisation née d'une opposition locale à la démolition totale qui a donné lieu, avec le collectif de Gennevilliers, à la coordination anti-démolition. Ils visent alors l'exemplarité, comme en atteste la charte de concertation. Signée à la fin 2008, sa circulation entre les parties illustre très bien l'écart dans les dispositions de confiance entre partenaires inégaux. Les décideurs jugent inutile de faire une charte qui les engage tant que le processus d'acceptation par l'Anru n'est pas plus avancé, tandis que le collectif résiste contre vents et marées à cette dépolitisation en élaborant, avec l'aide de ses soutiens, une charte provisoire.

Savoirs collectifs ou communautaires

La dimension collective est privilégiée, même dans le relogement transitoire, qui se négocie au cas par cas et qui ne nécessite donc pas *a priori* de consensus « collectif ». Les habitants militent notamment pour le blocage des décisions autour des bâtiments à démolir et/ou à conserver tant que tous les locataires ne seront pas relogés dans des conditions

¹⁷ Réunion du 24 septembre 2010.

¹⁸ Voir Overney L. 2012, « Suivre ce qui se passe à la Duchère : formes d'engagement et ressorts du public au sein du Groupe de Travail Interquartiers http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/atelier_2-4_laetitia_overney.pdf

respectant celles actées dans « le protocole d'accord sur le relogement transitoire »¹⁹ (pas d'augmentation du prix du loyer, conservation de la même typologie, etc.²⁰). Aussi, la chargée de projet, évoquant les trois dernières familles s'opposant au relogement et s'exposant à une expulsion, concèdera : « je sais qu'ils (le collectif) vont la soutenir ».²¹

Les savoirs citoyens articulent une double nécessité. D'abord celle de tenir une dimension collective en externe. Elle est utilisée comme moyen de pression auprès du bailleur et de la ville pour revendiquer « un traitement égal pour tous » qui, s'il n'était pas scrupuleusement appliqué et respecté, remettrait en cause la représentativité des représentants mais aussi les intentions affichées par le bailleur et la Mairie de porter un projet équitable, « un projet de/pour tous ». En second lieu, la force du lien collectif permet, en interne, de faire tenir une association de résidents et un collectif inter-associatif plus large, traversé de conflits. Le passage à la concertation a paradoxalement créé beaucoup de tensions au sein de l'association et avec le collectif, liées, comme souvent, à la politisation des enjeux, à l'avènement de soupçons et fissures dans le collectif dû à des fonctionnements associatifs pluriels²², voire concurrentiels. Elles se cristallisent alors que plusieurs membres de l'association étaient nommés au conseil municipal, générant des disputes inter-familiales au moment où ces deux instances citoyennes avaient pourtant besoin d'être opérationnelles.

Si la dimension collective est affirmée, c'est en réfutant ou en occultant à la fois une restriction des savoirs à une « expertise » reconnue ou à une quelconque dimension communautaire. Certes, il est légitime de se demander de quoi est fait un collectif ou « le collectif »²³. Pourtant, on peut faire le constat de l'occultation du communautaire²⁴, trait commun à la concertation issu du cadre républicain de la délibération alors que précisément c'est d'un emboîtement communautaire, d'appartenance socioprofessionnelle, et d'histoire difficile que naît le caractère emblématique de la résistance à la Coudraie.

Cette dimension collective est amplifiée par la présence régulière des « anciens », ceux qui ont vu naître et se délabrer la cité. Ils en témoignent souvent, il leur manque la maîtrise de la langue française²⁵. Leur présence physique est d'autant plus visible que, régulièrement, ils

¹⁹ Signé le 7 janvier 2009.

²⁰ Bessin Marc, Roulleau-Berger Laurence, 2002, « Les armes des faibles sont-elles de faibles armes ? », *L'homme et la société*, n° 143-144, pp. 3-11.

²¹ Discussion avec deux chercheurs après la réunion du collectif, 18 janvier 2011.

²² Hamidi Camille, 2010, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.

²³ Cefaï Daniel, Trom Danny, 2001, « Les cadres de l'action collective. Définition et problèmes », in *Raisons pratiques*, « Les formes de l'action collective-mobilisation dans les arènes », ed. EHESS, L'Aube, La Tour d'Aigues, pp. 51-97.

²⁴ Lévy Laurent, 2005, *Le spectre du communautarisme*, Edition Amsterdam.

²⁵ Le représentant du collectif des habitants assure régulièrement des traductions en arabe marocain parlé par la

arrivent et repartent des réunions de concertation en groupe, souvent aux heures des prières. Cette présence silencieuse mais visible souligne leur part active dans le processus. Bien qu'ils ne prennent que très rarement la parole, ils semblent passer de « subissant » (des opérations politique de la ville, de la dégradation du cadre de vie, etc.) à « actants », d'autant que cette présence est parfois convoquée pour faire pression sur les décideurs : « *vous ne referez pas les erreurs du passé !* » La nécessité d'une réparation collective est ainsi incorporée dans les revendications citoyennes.

Les habitants se maintiennent en tant qu'acteurs qui contrôlent le processus complexe et technique de la rénovation, garantissant un contrôle continu de la lutte pour le collectif. Lors de la restitution publique faite auprès des habitants et des responsables institutionnels fin 2011, l'équipe de recherche a toutefois fait remarquer que, faute de tierce partie tel qu'un conseiller technique comme le collectif a pu avoir en 2008²⁶, les « habitants » ont de fait renoncé à négocier âprement sur le projet urbain pour se concentrer sur le relogement.

« Une boîte à outils pour les habitants »

Les savoirs citoyens se déclinent largement dans les demandes persistantes des résidents engagés d'un outillage de la concertation. Sur leur quartier, ils pointent, d'une part, la faiblesse de l'action mise en place respectivement par la ville et le bailleur, d'autre part, leur volonté de s'inscrire dans une véritable démarche de concertation, montrant leur capacité à être des acteurs engagés dans une démarche qu'ils souhaiteraient plus cohérente. Aussi, des apprentissages/compétences²⁷ se structurent notamment à travers la formalisation de demandes. Ce refrain scandé régulièrement pendant les réunions « *les habitants veulent une boîte à outils !*²⁸ », semble, à un autre niveau, servir une revendication et des visées beaucoup plus larges. Pour les représentants des habitants, et même s'ils ne sont pas toujours suivis par les associations qui constituent le collectif, les habitants des quartiers concernés par une rénovation devraient avoir un référentiel ou des supports techniques permettant de rendre

majorité des résidents, les plus représentatifs de cette génération des pionniers. Ces traductions affirment implicitement leur présence régulière exprimant un devoir de reconnaissance collective.

²⁶ Le collectif a alors été conseillé par deux étudiants en Master d'architecture, qui ont ensuite joué le rôle d'une assistance à maîtrise d'usage bénévole.

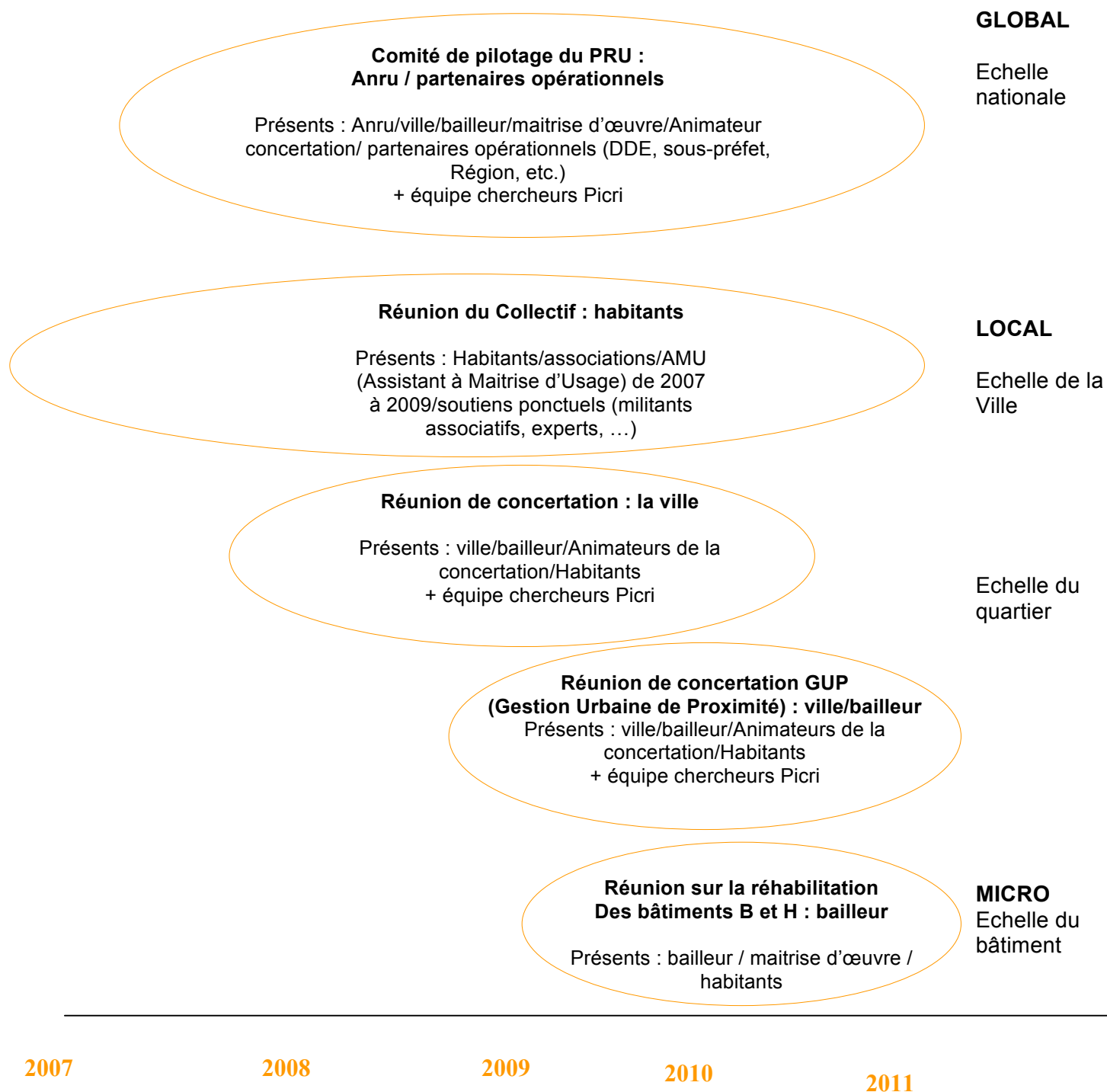
²⁷ S'il s'agit pour les représentants, de compétences, pour le reste des habitants, il s'agit davantage d'apprentissages sans cesse éprouvés et soutenues par les représentants qui s'efforcent d'entretenir et de réanimer les acquis. Le représentant use régulièrement de remarques comme : « mais si, vous vous souvenez, on a vu avec la maquette », « [on a vu] ce que c'est les logements intermédiaires », « chéttou mha J. et A. » [vous avez déjà vu avec J. et A.], traduisant autant que faire se peut le terme « intermédiaire » en langue arabe.

²⁸ Demande récurrente adressée aux porteurs locaux du projet ainsi qu'aux responsables de la concertation.

effective leur participation au devenir de leur environnement urbain. À travers un outillage « partagé », ils s'engageraient dans une démarche qui signifierait leur capacité à passer d'un intérêt local à un intérêt général. Ils s'inscriraient ainsi dans une double temporalité : à court terme, la structuration d'un outillage à disposition des quartiers engagés (ou en cours d'engagement) dans des dispositifs de concertation ; à plus long terme, la promotion d'un dialogue avec les pouvoirs publics, en les invitant à se situer sur la question de l'outillage de la concertation.

En sortant de la seule revendication des acteurs-résidents, les formes d'action collective resituées dans l'apprentissage des capacités d'action conduisent à représenter les instances dans lesquelles les habitants et/ou représentants du Collectif de la Coudraie²⁹ vont s'inscrire.

²⁹ Instances qui seront mises en place par les représentants des habitants, en partenariat avec différents types d'acteurs .



Dans le cadre des réunions de concertation, la demande porte sur deux aspects principaux : avoir un langage commun³⁰ et acter les décisions prises collectivement, comme condition minimum pour que les habitants puissent avoir une lecture suffisamment éclairée du projet avant d'arrêter un choix collectif qui ne ferait alors l'objet d'aucune remise en question.

A différentes étapes du projet, sera soulevée la nécessité d'avoir un langage moins technique et des supports permettant de visualiser les choix programmatiques. À travers cette demande spécifique, ils laissent entendre qu'ils ont acquis des compétences de lecture en plan ou cartographique. Cependant, ces compétences ont été acquises lors d'un travail antérieur à la concertation³¹ mais en l'état, les cartes et supports visuels utilisés par la ville et le bailleur restent opaques pour la plupart des habitants qui n'arrivent pas à se repérer dans ces « représentations de l'espace »³². Aussi, au moment de se prononcer définitivement sur les immeubles à démolir et/ou à réhabiliter, une habitante affirme : « *on prend une décision collective sur de l'imaginaire* »³³. Un représentant du bailleur lui rétorque : « *je comprends maintenant qu'il y a une immatérialité [du projet] pour les habitants* », laissant entendre que pour lui (et ses collègues), les supports visuels n'étaient pas nécessaires pour imaginer le quartier une fois les quelques tours démolies. Renforçant cette demande négligée par les autres parties – en position de force –, le représentant des habitants insiste : « *les habitants ont besoin d'une maquette pour mieux voir et pour pouvoir prendre une décision...* ». À travers cette demande, ils pointent de même la nécessité d'avoir des supports qui permettraient aussi d'acter une prise de décision que le support oral ne soumettrait pas. Cette négociation leur permet ainsi d'acquérir des « compétences sociales »³⁴, c'est-à-dire une capacité à se situer dans un univers de règles, et de se positionner ainsi comme régulateur de l'échange, et par la

³⁰ Si les acteurs en co présence n'ont jamais saisi l'occasion de questionner le fond de cette demande spécifique, le langage commun serait, selon nous, « une sorte de connaissance partagée » ou « tout ne serait pas à inventer ». Maltèse-Milcent Marie-Thérèse, « De l'écoute à sa transmission, une filière ? », *Topique*, 2006/4 n° 97, p. 77-92. p 87.

³¹ Avant la concertation, les habitants ont travaillé à se constituer un « langage commun » autour de notions souvent utilisées dans ce type de projet d'aménagement (densité, plein et vide, écrêtage, etc.). Mis en place et animé par les Assistants à Maîtrise d'Usage, ce travail a surtout pris appui sur des supports en trois dimensions dont des maquettes interactives et amovibles, permettant d'élaborer une multitude de scénarii.

³² Bertin, Jacques, 1967, *Sémiologie graphique : Les diagrammes - les réseaux - les cartes*, Paris/La Haye : Mouton/ Gauthier-Villars.; Yaïves Ferland, *Les défis théoriques posés à la cartographie mènent à la cognition*, *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, Colloque "30 ans de sémiologie graphique", article 148, mis en ligne le 17 novembre 2000, consulté le 10 février 2012. URL : <http://cybergeog.revues.org/499> ; DOI : 10.4000/cybergeog.499, 2000

³³ Cette citation et les deux suivantes sont issues de la réunion de concertation du 20 décembre 2010.

³⁴ Deboulet A., Berry-Chikhaoui, Isabelle 2002, « Les compétences des citoyens, enjeux et illustrations à propos du monde arabe », *L'homme et la société*, n° 143-144, p. 75

même du système de relations sociales³⁵.

Conclusion

L'approche des savoirs citoyens par les mobilisations est une des modalités de décryptage des prises sur la fabrication de la ville et la gouvernance urbaine. Cet article a été l'occasion de récuser l'opposition fréquente entre démocratie participative et conflits urbains, alors que précisément les deux peuvent se renforcer pour donner de la densité aux savoirs citoyens. Le cas d'étude développé montre certes l'imbrication entre « capacités de résistance individuelles »³⁶ et pérennisation de l'action collective. Ces résistances passent par des engagements individuels basés sur des relations de confiance fragiles mais qui semblent trouver ancrage dans une détermination collective forte, notamment lorsqu'il s'agit de tenir dans la durée, face aux nombreuses situations de blocage et de retours en arrière. Cette résistance collective, qui monte en même temps que la négociation, semble d'autant plus remarquable qu'elle prend place dans une incertitude du projet (urgence des financements, changements fréquents d'interlocuteurs, modalités de travail et orientations programmatiques mouvantes, etc.) et dans des conditions de vie « déplorables » (quartier et immeubles presque laissés à l'abandon). En parallèle de la mobilisation et de l'acquisition de savoirs multiples, les habitants de la Coudraie ancrent ainsi leur engagement collectif au travers de savoirs qu'ils tissent autour de capacités à résister.

Au-delà de la compréhension de ce qui a rendu possible la mobilisation sur plus de six années, alors que les inégalités de ressources ont conduit la plupart des collectifs de quartier à baisser les bras, il s'agit de cerner au plus près comment s'éprouvent en situation les capacités à se faire entendre et se faire reconnaître comme partenaire ou contradicteur respectable. On peut ainsi comprendre comment se sont échafaudés des stratégies collectives et des défis individuels pour faire tenir les revendications dans la durée, d'abord en interne en surmontant les contradictions du collectif, puis en externe. Cette reconnaissance des compétences de négociateurs aux « gaulois de la Coudraie », comme se nomment ces résidents se joue dans l'intervalle entre le refus de coopérer, la volonté d'apprendre et de s'acculturer aux techniques de gouvernement de la rénovation urbaine, en bref, dans la double reconnaissance de cette qualité d'interlocuteurs techniques et surtout politiques. Les savoirs citoyens sont ici avant tout portés par une revendication d'égalité de traitement qui tranche avec le registre des savoirs dépolitisés et a-conflictuels que la démocratie participative a tendance à privilégier.

³⁵ Thuderoz Christian, Giraud-Héraud Annie, 2000, *La négociation sociale*, CNRS Editions, Paris.

³⁶ Foret Catherine, 2011, *Gouverner les villes avec leurs habitants*, fondation Charles Léopold Mayer, Paris.

Leur mobilisation démontre que la « communauté » peut aussi être support de mobilisation et d'inscription citoyenne en laissant intacte sa capacité pratique à faire support dans l'espace public.